

## **ORDONNANCE DE POLICE DU CONSEIL COMMUNAL EN VUE D'APAIER LES ESPACES PUBLICS SAINT-GILLOIS DANS LE PÉRIMÈTRE DÉTERMINÉ DU 4 DECEMBRE 2024 AU 3 MARS 2025.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 117, 119, 119bis, et 135, §2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et, notamment, l'article 4 autorisant le conseil communal à infliger une ou plusieurs sanctions administratives contre les infractions à ses ordonnances ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, notamment son article 1<sup>er</sup> qui réprime l'état d'ivresse dans un lieu public, son article 4 qui réprime quiconque sert des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre et son article 6 qui réprime quiconque fait boire une personne jusqu'à ivresse manifeste ainsi que l'article 15;

Vu l'article 37bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui institue un conseil régional de sécurité (« CORES »), chargé de suivre la mise en œuvre du plan régional de sécurité, lequel est élaboré par l'Agglomération bruxelloise en vue d'assurer une politique de sécurité urbaine intégrée sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Vu le Règlement général de police du 7 mai 2020 et, notamment, l'article 4 qui prévoit la sanction de la fermeture administrative temporaire ou définitive des établissements ;

Vu le règlement relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications adoptées par le Conseil communal en date du 17 février 2007 et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 22 juin 2023 en vue d'apaiser les espaces publics Saint-Gillois, portant interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public dans les périmètres déterminés, du 22 juin 2023 au 11 septembre 2023 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 18 septembre 2023 en vue d'apaiser les espaces publics Saint-Gillois, portant interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public dans les périmètres déterminés, du 18 septembre 2023 au 18 décembre 2023 ;

Vu la confirmation des ordonnances susmentionnées par le Conseil communal, respectivement, en ses séances du 29 juin 2023 et du 5 octobre 2023 ;

Vu l'ordonnance de police du Conseil communal du 14 mars 2024 en vue d'apaiser les espaces publics saint-gillois dans les périmètres déterminés, du 14 mars 2024 au 14 juin 2024 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 13 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu l'ordonnance de police du bourgmestre en vue d'apaiser les espaces publics saint-gillois dans les périmètres déterminés, du 18 juin 2024 au 1<sup>er</sup> septembre 2024, du 18 juin 2024 ;

Vu la confirmation de l'ordonnance susmentionnée par le Conseil communal en sa séance du 27 juin 2024 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 3 septembre 2024 en vue d'apaiser les espaces publics Saint-Gillois dans les périmètres déterminés, du 3 septembre 2024 au 3 décembre 2024 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant prolongation des mesures de police administratives définies par l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'Ordonnance de police du Conseil communal du 28 novembre 2024 portant prolongation de l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, comme prolongé par arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 1<sup>er</sup> octobre 2024 ;

Vu le rapport administratif de la Zone de Police Midi du 29 août 2024 intitulé « Application ordonnance de police – demande de prolongation » ;

Vu le rapport administratif de la Zone de Police Midi du 20 novembre 2024 intitulé « Application ordonnance de police – demande de prolongation » ;

Vu le plan d'action sur les drogues et la violence liée à la drogue dans la Région Bruxelles-capitale adopté par le Conseil régional de sécurité (CORES) le 11 mars 2024 ;

Considérant que les ordonnances de police susmentionnées ont été prises par le Bourgmestre suite aux nombreuses plaintes émanant des riverains, voyageurs, touristes et hôteliers ; que ces plaintes portaient sur d'importants troubles à l'ordre public qui découlaient de l'activité nocturne de certains Horeca et commerces du secteur concerné ;

Considérant que cette action spécifique était complémentaire au « plan été » de la Zone de Police Midi qui a comporté notamment une présence renforcée entre les mois de juin et de septembre 2023 ;

Considérant que les niveaux de pouvoirs compétents (fédéraux, régionaux et communaux) ont depuis lors adopté un plan en vue d'améliorer la sécurité et la propreté dans la Gare du Midi et ses alentours afin que cette opération ponctuelle se décline pour le futur en mesures structurelles et durables, sur le plan de la sécurité mais aussi social ;

Considérant que les informations transmises par le service de la Propreté Publique de la Commune le 11 septembre 2023 et le 14 février 2024 font état d'une malpropreté aggravée dans les rues avoisinantes de la Gare du Midi ;

Considérant que la possibilité de pouvoir s'approvisionner en boissons alcoolisées dans cette zone à des heures tardives, n'est pas de nature à améliorer la situation ; que la consommation excessive d'alcool est en effet un facteur facilitant l'adoption de comportements inciviques ; que les activités nocturnes sont plus propices aux débordements comportementaux problématiques en lien avec la consommation d'alcool et de drogues ;

Considérant qu'il convient dès lors d'imposer 1h du matin comme heure de fermeture des commerces et établissements accessibles au public dans un secteur limité du territoire saint-gillois ; que l'instauration de cette heure de fermeture aura un impact certain sur la réduction des troubles à l'ordre public et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers ;

Considérant que les nuisances sont tantôt des nuisances sonores (cris intenses, bris de bouteilles en verre) tantôt des atteintes à la sécurité publique et des atteintes aux personnes (agressions, coups et blessures, bagarres avec bouteilles, dégradations ou vols) tantôt des atteintes à la propreté publique (souillures, vomissures, urine, défécation ainsi que la présence de déchets tels que cannettes, bouteilles, papiers), ainsi que des comportements inappropriés envers les riverains ou les passants (injures, vociférations, cris, harcèlement à l'égard des femmes dans l'espace public etc.) ;

Considérant que cette mesure vise essentiellement, sur le plan du maintien de l'ordre public, à en revenir à une situation de terrain gérable pour toutes les parties, à savoir les riverains, les usagers de l'espace public saint-gillois et de la Gare, les pouvoirs publics, mais également les personnes en errance elles-mêmes ;

Considérant que le service de la Prévention, en collaboration avec plusieurs associations spécialisées en la matière, assure un soutien et un contact continu avec les personnes en rue souffrant d'assuétudes, les orientant vers un parcours de soin en collaboration avec les multiples acteurs associatifs actifs dans les zones visées ;

Considérant que sur la base du règlement communal actuel relatif aux magasins de nuit et de son annexe, les magasins de ce secteur sont déjà contraints de fermer leurs portes à 1h du matin ;

Considérant que la majorité des nuisances, coups et blessures, bagarres et autres incivilités surviennent régulièrement à partir de 23h et se prolongent au cœur de la nuit ;

Considérant que les rapports administratifs internes de la Zone de Police Midi indiquent que la fermeture des établissements à 1 heure du matin empêchera les personnes animées de

mauvaises intentions dans ce secteur de trouver un point d'accroche dans le quartier ; que les nuisances engendrées dans les rues ne contribuent pas à une amélioration de la qualité de vie ; que ce levier facilitera enfin l'intervention de la police et permettra de mieux contrôler les faits autour de la Gare du Midi ;

Considérant que les rapports administratifs de la Zone de Police Midi du 29 août 2024 et du 20 novembre 2024 mentionnent que l'ordonnance de police reste un outil hautement précieux pour préserver la sécurité et la tranquillité dans le secteur visé ;

Considérant que les mêmes rapports administratifs soulignent en outre que les citoyens du secteur « Gare du Midi » continuent à transmettre à la Police des doléances en rapport avec l'activité problématique de certains établissements HoReCa et commerces du secteur visé ; qu'il s'impose dès lors de continuer à recourir à l'outil de l'ordonnance de police imposant la fermeture des établissements ouverts au public à 1h ;

Considérant en outre que la situation d'insécurité s'est encore aggravée dernièrement dans certains secteurs du territoire Saint-Gillois, les règlements de comptes dans le milieu de la drogue s'étant multipliés dernièrement; que par exemple une fusillade a eu lieu en juin à la Rue de l'Argonne, qui a fait deux victimes;

Considérant que le trafic de stupéfiants entraîne des conséquences néfastes pour les riverains et la vie en société, qui sont dépossédés de l'espace public qui les entoure ; que l'insécurité réelle dans certains quartiers et les dégradations dans l'espace public sont directement liées à ce phénomène de criminalité organisée ;

Considérant qu'il appartient à chaque autorité d'utiliser les moyens légaux dans le cadre de ses compétences pour endiguer cette situation préoccupante ;

Considérant que la Commune d'Anderlecht a déjà pris des mesures similaires pour son territoire, notamment dans la zone de la Gare du Midi ;

Considérant que les rapports administratifs internes de la Zone de Police Midi plaident pour une harmonisation des décisions prises afin de travailler dans la même direction avec une même ligne de conduite plus propice à diminuer le sentiment d'insécurité et à ramener le calme dans le quartier de Midi ;

Considérant qu'un rapport de police a également été transmis au Bourgmestre d'Anderlecht en vue de poursuivre dans l'adoption d'une ordonnance de police pour le secteur MMM/Cureghem, ce dernier périmètre incorporant la partie Anderlechtoise du périmètre de la Gare du Midi ;

Considérant que dans le cadre des travaux du CORES, un plan d'action sur les drogues et la violence liée à la drogue dans la région de Bruxelles-capitale a été concerté avec la Conférence des chefs de corps de police locale de la Région de Bruxelles-capitale, le parquet et la police fédérale ;

Considérant que l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 susmentionné réprime l'état d'ivresse dans l'espace public et le fait de servir des boissons enivrantes à des personnes manifestement ivres ainsi que le fait de faire boire une personne jusqu'à ivresse manifeste ;

Considérant que cet arrêté-loi prévoit des sanctions pécuniaires et de détention applicables directement ;

Considérant que, conformément à l'article 15 de l'arrêté-loi susmentionné, les forces de Police sont dès lors qualifiés à l'effet de rechercher et constater seuls toutes les infractions à l'arrêté-loi ;

Considérant que les Communes ont pour mission de faire jouir les habitants d'une bonne police, notamment de la tranquillité publique, de la salubrité et de la sécurité publique ; qu'il appartient à l'autorité communale de prendre les mesures adaptées et proportionnelles afin d'assurer le maintien de l'ordre public face aux atteintes décrites ci avant ;

Considérant qu'à cette fin il est opportun et nécessaire de maintenir les mesures en vigueur ;

Considérant que la mesure est limitée dans le temps, puisqu'elle sera en vigueur jusqu'au 3 mars 2025, après quoi la situation sera réévaluée ;

**ORDONNE :**

**Article 1 : Périmètre**

La présente ordonnance s'applique au périmètre du territoire saint-gillois qui reprend, partiellement ou totalement, les rues et artères listées ci-dessous :

Périmètre – Quartier dit « Gare du Midi »

- Gare du Midi
- Place Bara
- Boulevard Jamar
- Boulevard Poincaré (tronçon entre Square de l'Aviation et Boulevard Jamar)
- Avenue Paul-Henri Spaak
- Place Marcel Broodthaers
- Esplanade de l'Europe
- Place de la Constitution
- Avenue Fonsny (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue de Russie et Rue Blaes)
- Rue d'Argonne
- Rue de Russie
- Rue d'Angleterre
- Rue de Hollande
- Rue de Suède
- Rue Joseph Claes (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue Conraets (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Danemark (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Mérode (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Rue de l'Instruction
- Place Victor Horta
- Rue de France
- Rue Ernest Blerot
- Tunnel et Rue des Vétérinaires
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)

## **Article 2 : Heures de fermeture des commerces**

Tous les établissements accessibles au public (Horeca et assimilés, magasin de nuit, salon de coiffure, librairies, etc.), situés dans le périmètre indiqué à l'article 1<sup>er</sup>, doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du weekend à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin.

## **Article 3 : Mesures et sanctions**

§ 1<sup>er</sup>. En application de l'article 4 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, en cas de constat d'infraction à l'article 2 de la présente ordonnance, une amende administrative d'un montant compris entre 175€ et 500 € sera infligée.

§ 2. Il est en outre requis des services de police de procéder à la fermeture immédiate de l'établissement accessible au public qui sera ouvert entre 1h et 6h du matin en violation des dispositions de la présente ordonnance.

§ 3. Conformément à la loi relative aux sanctions administratives communales susmentionnée, des mesures alternatives à l'amende administrative pourront être proposées par le fonctionnaire sanctionnateur lorsque ce dernier l'estime opportun, notamment la prestation citoyenne, la médiation locale ou, pour les mineurs, l'implication parentale.

§ 4. Les constats seront réalisés par la Police et les agents constatateurs.

## **Article 4 : Durée**

La présente ordonnance s'applique du 4 décembre 2024 au 3 mars 2025 inclus.

## **Article 5 : Publication**

La présente ordonnance fait l'objet d'une publication par voie d'affichage et par sa mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

## **Article 6 : Exécution**

La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de Police Midi et à Madame la Fonctionnaire sanctionnatrice. Ils sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance et d'en contrôler le respect.

## **Article 7 : Recours**

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension contre la présente Ordonnance peuvent être introduits devant le Conseil d'Etat. La requête en annulation ou en suspension motivée doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33, à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit en suivant la procédure électronique (via la rubrique "e-Procédure" sur le site Internet <http://www.raadvst-consetat.be>), dans les soixante jours de sa publication.

Fait à Saint-Gilles, 28 novembre 2024

La Secrétaire communale f.f.

Stéphanie BOSMANS

Le Conseil communal,

Le Bourgmestre,

Jean SPINETTE

## **POLITIEVERORDENING VAN DE GEMEENTERAAD MET HET OOG OP HET HERSTEL VAN DE RUST IN DE AANGEDUIDE PERIMETER, VAN 4 DECEMBER 2024 TOT 3 MAART 2025.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 117, 119, 119bis, en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en, inzonderheid op artikel 4 dat de gemeenteraad toestaat een of meer administratieve sancties op te leggen voor de inbreuken van zijn verordeningen;

Gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de bestraffing van de dronkenschap, inzonderheid op artikel 1 dat de staat van dronkenschap op een openbare plaats bestraft, op artikel 4, dat het schenken van bedwelmende drank aan een persoon die duidelijk dronken is strafbaar stelt, en artikel 6, dat het aanzetten tot drinken tot klaarblijkelijke dronkenschap strafbaar stelt, evenals artikel 15;

Overwegende dat op basis van artikel 37bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, een gewestelijke veiligheidsraad ("GVR") is opgericht om toe te zien op de uitvoering van het door de Brusselse agglomeratie uitgewerkte gewestelijk veiligheidsplan, dat bedoeld is om een geïntegreerd stedelijk veiligheidsbeleid op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad te waarborgen;

Gelet op het Algemeen Politierglement van 7 mei 2020 en, inzonderheid, op artikel 4 dat bepaalt de tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de inrichtingen ;

Gelet op het reglement betreffende de nachtwinkels en de privé bureaus voor telecommunicatie aangenomen door de gemeenteraad op 17 februari 2007 en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 22 juni 2023 met het oog op herstel van de rust in de openbare ruimte van Sint Gillis, houdende verbod op het gebruik van alcoholische dranken in de openbare ruimte van de aangeduide perimenter, van 22 juni 2023 tot 11 september 2023;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 18 september 2023 met het oog op herstel van de rust in de openbare ruimte van Sint Gillis, houdende verbod op het gebruik van alcoholische dranken in de openbare ruimte van de aangeduide perimenter, van 18 september 2023 tot 18 december 2023;

Gelet op de bevestiging van de voormelde verordeningen door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting respectievelijk van 29 juni 2023 en van 5 oktober 2023;

Gelet op de politieverordening van de Raad van 14 maart 2024 met het oog op herstel van de rust in de openbare ruimte van Sint Gillis in de aangeduide perimeters, van 14 maart 2024 tot 14 maart 2024;

Gelet op de Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester van 13 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester met het oog op het herstel van de rust in de aangeduide perimeters, van 18 juni 2024 tot 1er september 2024;

Gelet op de bevestiging van de voormelde verordening door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting van 27 juni 2024;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 3 september 2024 met het oog op het herstel van de rust in de aangeduide perimeters, van 3 september 2024 tot 3 december 2024;

Gelet op de Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 oktober 2024 houdende verlenging van de bestuurlijke maatregelen bepaald bij Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de politieverordening van de Raad van 28 november 2024 houdende verlenging tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, zoals verlengd bij besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 oktober 2024;

Gelet op het administratief verslag van de politiezone Zuid d.d. 29 augustus 2024 met als opschrift "Toepassing Politieordonnantie – Verlengingsaanvraag";

Gelet op het administratief verslag van de politiezone Zuid d.d. 20 november 2024 met als opschrift "Toepassing Politieordonnantie – Verlengingsaanvraag";

Gezien het actieplan inzake drugs en drugsgerelateerd geweld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat op 11 maart 2024 door Regionale Veiligheidsraad (CORES) is goedgekeurd;

Overwegende dat de bovenvermelde politieverordeningen door de Burgemeester werd genomen naar aanleiding van talrijke klachten van omwonenden, reizigers, toeristen en hotelhouders; dat deze klachten betrekking hadden op belangrijke verstoringen van de openbare orde die het gevolg waren van nachtelijke activiteiten van enkele Horeca en winkels van de betrokken sector ;

Overwegende dat deze specifieke actie complementair was aan het "zomerplan" van de politiezone Zuid dat een versterkte aanwezigheid voorziet tussen de maanden juni en



september 2023;

Overwegende dat de bevoegde overheidsniveaus (federaal, gewestelijk en gemeentelijk) sindsdien een plan hebben aangenomen om de veiligheid en de netheid in het Zuidstation en zijn omgeving te verbeteren zodat deze eenmalige operatie nu uitmondt in structurele en duurzame maatregelen, zowel op veiligheidsvlak als op sociaal vlak;

Overwegende dat het informatie van de dienst Openbare Netheid van de gemeente van 11 september 2023 en 14 februari 2024 melding maak van een verzwaardevuilheid in de omliggende straten van het Zuidstation;

Overwegende dat de mogelijkheid om zich op late uren in dit gebied van alcoholische dranken te bevoorraden, de zaken niet kan verbeteren; dat het overmatig alcoholgebruik inderdaad een factor is die incidenteel gedrag vergemakkelijkt; dat nachtelijke activiteiten meer vatbaar zijn voor problematisch gedrag in verband met alcoholgebruik en drugsgebruik;

Overwegende dat het wenselijk is 1 uur 's nachts als sluitingstijd op te leggen voor de handelszaken en activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn in een beperkte sector van het grondgebied van Sint Gillis; dat de invoering van dit sluitingsuur een duidelijke impact zal hebben op de vermindering van de verstoring van de openbare orde en de verbetering van de levenskwaliteit in de wijken;

Overwegende dat de hinder soms geluidshinder is (hevig geschreeuw, breken van glazen flessen), soms aantasting van de openbare veiligheid en schade aan personen (mishandelingen, slagen en verwondingen, vechtpartijen met flessen, beschadiging of diefstal), soms aantasting van de openbare netheid (vuil, braaksel, urine, ontbering alsook de aanwezigheid van afval zoals blikjes, flessen, papier), alsook ongepast gedrag tegenover de omwonenden of voorbijgangers (schelden, wurgen, geschreeuw, intimidatie van vrouwen in de publieke ruimte, enz);

Overwegende dat deze maatregel, op het vlak van de handhaving van de openbare orde, er in hoofdzaak toe strekt terug te keren naar een voor alle partijen, met name de omwonende, de gebruikers van de openbare ruimte van Sint Gillis en van het station, de overheid, maar ook de personen die zelf rondzwerven, beheersbare terreinsituatie;

Overwegende dat de Preventiedienst, in samenwerking met verschillende verenigingen die terzake gespecialiseerd zijn, instaat voor de ondersteuning van en het voortdurend contact met straatpersonen die aan verslavingen lijden, door hen in samenwerking met de talrijke verenigingsactoren die actief zijn in de bedoelde gebieden, te oriënteren naar een zorgtraject;

Overwegende dat op basis van het huidige gemeentelijk reglement betreffende de nachtwinkels en zijn bijlage, de winkels in deze sector reeds verplicht zijn om hun deuren te sluiten om 1u 's nachts;

Overwegende dat de meeste overlast, slagen en verwondingen, vechtpartijen en andere ongemakken regelmatig voorkomen vanaf 23u en zich tot in het midden van de nacht voordoen;

Overwegende dat het intern administratief verslag van de Politiezone Zuid aangeeft dat de sluiting van de inrichtingen om 1 uur 's nachts de personen met slechte bedoelingen die in deze sector actief zijn, zal verhinderen een aangrijpingspunt in de wijk te vinden; dat de overlast veroorzaakt op dit late uur door de straten loopt niet bijdraagt tot een verbetering van de

levenskwaliteit; dat deze hefboom ten slotte de tussenkomst van de politie zal vergemakkelijken en de feiten rond het Zuidstation beter zal kunnen controleren;

Overwegende dat het administratief verslagen van de Politiezone Zuid van 29 augustus 2024 en van 20 november 2024 aangeeft dat de politieverordening en hulpmiddel zeer waardevol is de openbare veiligheid en de openbare rust te behouden;

Overwegende dat in hetzelfde administratieve verslagen ook wordt benadrukt dat de bewoners van de wijk "Zuid station" de politie klachten blijven sturen over de problematische activiteiten van bepaalde HoReCa-inrichtingen en winkels in de wijk in kwestie; dat het daarom noodzakelijk is om gebruik te blijven maken van de politieverordening die het gebruik van alcohol verbiedt en tegelijkertijd de sluiting van voor het publiek toegankelijke etablissementen om 1 uur 's nachts oplegt;

Overwegende voorts dat de onveiligheidssituatie in bepaalde sectoren van het Sint-Gillisgebied de laatste tijd nog verder is verslechterd, waarbij de afrekening in de drugswereld de laatste tijd is verveelvoudigd; dat er bijvoorbeeld in juni een schietpartij plaatsvond in de Argonnestraat, waarbij twee slachtoffers vielen;

Overwegende dat drugshandel schadelijke gevolgen heeft voor de omwonenden en het sociale leven, die worden beroofd van de openbare ruimte die hen omringt; dat de werkelijke onveiligheid in bepaalde buurten en de verloedering van de openbare ruimte rechtstreeks verband houden met dit verschijnsel van georganiseerde misdaad;

Overwegende dat het aan elke autoriteit is om binnen het kader van haar bevoegdheden gebruik te maken van juridische middelen om deze zorgwekkende situatie in te dammen;

Overwegende dat de gemeente Anderlecht reeds gelijkaardige maatregelen genomen heeft voor haar grondgebied, met name in de zone van het Zuidstation;

Overwegende dat de administratieve her eerder vermelde intern administratief verslag pleit voor een harmonisering van de beslissingen die genomen worden om in dezelfde richting te werken met eenzelfde gedragslijn die beter geschikt is om het onveiligheidsgevoel te verminderen en de rust in de Zuidwijk te herstellen;

Overwegende dat het administratief verslag van de Politiezone Zuid vermeldt dat er ook een politierapport naar de burgemeester van Anderlecht werd gestuurd met het oog op de verdere goedkeuring van een politieverordening voor de sector MMM/Kuregem, waarbij deze laatste perimeter het Anderlechtse deel van de perimeter van het Zuidstation omvat;

Overwegende dat, in het kader van de werkzaamheden van de (CORES), met de Conferentie van de hoofdstedelijke korpschefs van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het parket en de federale politie, een actieplan inzake drugs en druggerelateerd geweld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is overeengekomen;

Overwegende dat de besluitwet van 14 november 1939 het schenken van bedwelmende drank aan personen die duidelijk dronken zijn en het aanzetten tot drinken tot het punt van duidelijke dronkenschap strafbaar stelt;

Overwegende dat dit besluitwet voorziet in geldelijke sancties en hechtenisstraffen die rechtstreeks van toepassing zijn ;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 15 van bovengenoemd wetsbesluit, de politiediensten daarom bevoegd zijn om alle overtredingen van het besluitwet zelf te onderzoeken en te registreren;

Overwegende dat de Gemeenten tot taak hebben de inwoners te laten genieten van een goede politie, met name van de openbare rust, de gezondheid en de openbare veiligheid; dat het aan de gemeentelijke overheid is om de gepaste en proportionele maatregelen te nemen om de handhaving van de openbare orde te verzekeren tegen de hierboven beschreven inbreuken;

Overwegende dat het te dien einde passend en noodzakelijk is de geldende maatregelen te handhaven;

Overwegende dat de maatregel beperkt is in de tijd, aangezien hij zal worden genomen tot op 3 december 2024, waarna de situatie opnieuw zal worden geëvalueerd;

## BEVEELT

### **Artikel 1: Perimeter**

Deze ordonnantie is van toepassing op de perimeter van het grondgebied van Sint Gillis geheel of gedeeltelijk, de hierna opgesomde straten en verkeersaders bevat:  
Perimeter – « Stationswijk-Zuid »

- Zuid Station
- Baraplein
- Jamarlaan
- Poincarélaan (tussen Luchtvaartsquare en Jamarlaan)
- Paul-Henri Spaaklaan
- Broodthaersplein
- Europaesplanade
- Grondwetplein
- Fonsnylaan (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Hallepoortlaan (tussen Ruslandstraat en Blaesstraat)
- Argonnestraat
- Ruslandstraat
- Engelandstraat
- Hollandstraat
- Zwedenstraat
- Joseph Claesstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Conraetsstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Denemarkenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Merodestraat (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Onderwijsstraat
- Victor Hortaplein
- Frankrijkstraat
- Ernest Blerotstraat
- Veeartsentunnel en Veeartsenstraat
- Théodore Verhaegenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)

### **Artikel 2: Sluitingsuren van winkels**

Alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen (horeca en gelijkgestelde, nachtwinkel, kapsalon, boekhandel, enz.), gelegen in de perimeter aangegeven in artikel 1, moeten ten laatste elke dag van de week en van het weekend om 1 uur 's nachts gesloten zijn en zullen niet ten vroegste tot 6 uur 's ochtends kunnen heropenen.

### **Artikel 3: Maatregelen en sancties**

§1. In toepassing van artikel 4 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, wordt een administratieve geldboete van 175 tot 500 euro opgelegd in geval van een inbreuk op het artikel 2 van deze verordening.

§ 2. De politiediensten wordt vereist dat zij overgaan tot de onmiddellijke sluiting van de voor het publiek toegankelijke inrichting die tussen 01 uur en 06 uur's nachts geopend zal zijn, in strijd met de bepalingen van dit besluit.

§3. Overeenkomstig de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kunnen do or de sanctionerende ambtenaar alternatieve maatregelen worden voorgesteld als hij dat oppoortuun acht, zoals burgerprestatie, lokale bemiddeling of, voor minderjarigen, betrokkenheid van de ouders.

§4. De vaststellingen zullen worden gedaan door de Politie en de vaststellende beambten.

#### **Artikel 4 : Duur**

Deze ordonnantie is van toepassing van 4 december 2024 tot en met 3 maart 2025.

#### **Artikel 5 : Bekendmaking**

Deze verordening zal worden bekendgemaakt door aanplakking en door het online plaatsen op de website van de gemeente, in overeenstemming met artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

#### **Artikel 6: Uitvoering**

Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone Zuid en naar Mevrouw de Sanctionerend Ambtenaar. Ze zijn belast met de uitvoering van deze verordening en met het toezicht op de naleving ervan.

#### **Artikel 7 : Beroep**

Bij de Raad van State kunnen beroep tot nietigverklaring en eventueel een opschortend beroep tegen deze verordening worden ingesteld. Het met redenen omklede verzoekschrift tot nietigverklaring of opschorting moet binnen zestig dagen na de bekendmaking ervan worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, hetzij per aangetekende brief, hetzij per elektronische procedure (via de rubriek e-procedure op de website <http://www.raadvst-consetat.be>).

Gedaan te Sint-Gillis, 28 november 2024

De Raad,

De Gemeentesecretaris wd.,

Stéphanie BOSMANS

De Burgemeester

Jean SPINETTE